



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Systèmes d'Information

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:  
**Signature de la convention relative à l'attribution d'une subvention au Centre Régional de l'Information Géographique de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉS :**

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

**ABSENTS :**

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Christophe CARRIERE

**RAPPORTEUR :** Monsieur Alain PARLANTI

Transmis le : 22 DEC. 2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 23 DEC. 2015

Le Centre Régional de l'Information Géographique de Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRIGE PACA) est une association née en 2005 de la volonté conjointe de la Direction Régionale de l'Environnement (actuelle DREAL) et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (service observation et prospective), soutenue par le Secrétariat Général à l'Action Régionale et financée à son origine dans le cadre du Contrat de Plan État-Région 2000-2006.

Sa mission est celle d'une structure technique d'appui à la mise en œuvre de la politique géomatique régionale.

Les ressources de fonctionnement du CRIGE et sa gouvernance sont assurées depuis sa création par l'Etat et par la Région, auxquels il faut ajouter les Départements à partir de 2007.

Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, du fait des transferts de compétences, sont montés en charge sur l'utilisation des Systèmes d'Information Géographique et par voie de conséquence, au sein du réseau des usagers du CRIGE. Cette évolution a entraîné de nouveaux besoins concernant la précision et la mise à jour des données, l'organisation d'appuis ciblés sur leurs compétences ou la formation.

A la demande de ses financeurs, le CRIGE s'est organisé pour répondre aux attentes des EPCI dans la perspective de les associer à la gouvernance et au financement de la structure sur la prochaine période de programmation. Ce financement est demandé sous la forme d'une subvention. En contrepartie, les EPCI ont commencé à être associés à diverses actions telles que la mutualisation pour l'acquisition de données afin de mieux répondre à leurs besoins.

Le montant de la subvention est calculé en tenant compte de la population et du potentiel fiscal de l'EPCI pour arriver à financer 25% des 800 000 euros de budget de fonctionnement du CRIGE.

Pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise, ce montant s'élève ainsi à 8 625 euros.

Le CRIGE constitue une ressource indispensable pour la CAD en matière de vectorisation du cadastre, de récupération des données de références ou des nomenclatures telles que les équipements publics ou l'occupation des sols ou d'assistance sur les contextes réglementaires national et européens.

Depuis 2010, la mise en disposition du cadastre numérique par le CRIGE représente une économie de l'ordre de 5 500 euros. Ces données sont directement intégrables dans le SIG et font ainsi faire une économie supplémentaire en coûts de manipulation.

Le SIG, mais aussi d'autres services tels que l'agriculture ou l'urbanisme sollicitent le CRIGE qui organise des journées techniques et des groupes de travail autour de thèmes comme l'observatoire foncier, l'adressage, le catalogage des données ou le mode d'occupation des sols, faisant faire une économie supplémentaire à la collectivité au regard de ce que coûterait des interventions de prestataires ou des formations.

Enfin, le CRIGE joue un rôle essentiel de support sur la contrainte de diffusion des documents d'urbanisme au standard COVADIS sur le Géoportail national.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission développement économique et numérique du 5 octobre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer la convention relative à l'attribution d'une subvention d'un montant de 8 625 € au CRIGE PACA (imputation budgétaire : 0204-6281).

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 58 voix pour  
3 abstention(s) :

Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.